

A C C O R D
ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE ET
LA REPUBLIQUE DU PEROU
RELATIF A LA FOURNITURE DE FROMENT TENDRE A TITRE
D'AIDE ALIMENTAIRE

Le Gouvernement du Royaume de Belgique

et

le Gouvernement de la République du Pérou

se sont mis d'accord sur ce qui suit :

ARTICLE I.

Dans le cadre de son programme d'aide alimentaire en céréales, la Belgique fournit à la République du Pérou, à titre de don, 2.500 tonnes de froment dont 1.500 tonnes pour l'année 1971/72 et 1.000 tonnes pour l'année 1972/73.

ARTICLE II.

La livraison est effectuée F.O.B. port d'Anvers en sacs de 50 kilogrammes net.

ARTICLE III.

Les obligations et responsabilités de la Belgique et de la République du Pérou concernant notamment la livraison et la prise en charge, sont définies à l'annexe, qui fait partie intégrante du présent accord.

ARTICLE IV.

La République du Pérou s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour le transport et l'assurance du produit livré depuis le port d'embarquement jusqu'aux lieux de destination.

La République du Pérou s'engage à apporter le plus grand soin à assurer que l'adjudication du transport maritime ne porte pas préjudice au libre jeu d'une concurrence équitable. Les problèmes qui pourraient se poser à cet égard feront l'objet de consultations au titre de l'article IX.

ARTICLE V.

La République du Pérou s'engage à utiliser à des fins de consommation, le froment reçu à titre d'aide et à appliquer pour la vente de ce froment sur son marché les prix normalement pratiqués sur ce marché pour les produits de qualité comparable.

Le produit de la vente, diminué des frais de transport maritime, d'assurance s'y rapportant et des frais normaux de commercialisation sera versé à un compte spécial auprès de la Banque Centrale et affecté au financement de projets de développement arrêtés de commun accord, dans le cadre de la coopération technique entre les deux Gouvernements.

ARTICLE VI.

Les Parties Contractantes s'engagent à exécuter le présent accord de manière à éviter tout préjudice à la structure normale de la production nationale et du commerce international. A cette fin, elles prennent les mesures nécessaires pour assurer que les fournitures d'aide s'ajoutent, et ne se substituent pas, aux opérations commerciales raisonnablement prévisibles en l'absence de telles fournitures.

ARTICLE VII.

La République du Pérou prend toutes les mesures utiles pour empêcher la réexportation du froment reçu à titre d'aide et des produits ou sous-produits provenant de cette fourniture ainsi que l'exportation commerciale et non-commerciale, dans un délai de six mois à compter de la livraison, tant de froment tendre ou de la farine de froment tendre obtenus localement qui seraient de même nature ou des sous-produits en résultant.

ARTICLE VIII.

La République du Pérou s'engage à informer la Belgique des conditions d'exécution du présent accord. A cette fin, elle communiquera les données suivantes :

1. Transport : 30 jours au plus tard après le déchargement de la cargaison, port et date d'arrivée du navire; quantité et qualité du froment déchargé; date à laquelle le déchargement a été achevé.
2. Tous les trois mois, jusqu'à l'utilisation complète des quantités reçues à titre d'aide : quantités vendues, mode de commercialisation, prix de vente pratiqués, frais normaux de commercialisation sur le marché local.

3. Le 15 janvier et jusqu'à la liquidation totale du compte spécial :
- situation de ce compte (entrées et sorties) au 31 décembre de l'année précédente;
 - stade de réalisation du ou des projets avec indication du financement total effectué à ce stade.

ARTICLE IX.

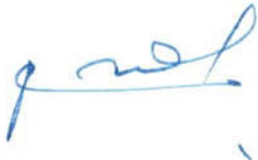
A la demande de l'une d'entre elles, les parties contractantes se consultent sur toutes les questions concernant l'application du présent accord.

ARTICLE X.

Le présent accord est établi en double exemplaire, en langue française, chacun d'eux faisant également foi.

Fait à: *Bruxelles le 6 mars 1974.*

POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE



POUR LA REPUBLIQUE DU PEROU



Pour la bonne exécution de l'accord, les parties conviennent des dispositions suivantes :

ARTICLE 1.

La livraison se trouve effectuée et les risques passent à la République du Pérou au moment où la marchandise a effectivement passé le bastingage du navire au port d'embarquement tous les frais en aval de la livraison y compris les frais de bardis et d'arrimage étant à la charge de la République du Pérou.

ARTICLE 2.

La République du Pérou doit procurer et désigner à l'Office Belge de l'Economie et de l'Agriculture (O.B.E.A.), 82, rue de Trèves à Bruxelles, en temps utile, le navire qui doit transporter la marchandise, au minimum 10 jours francs avant la date présumée de l'arrivée du navire au port d'Anvers et, dans toute la mesure du possible, 20 jours francs avant cette date; elle lui indique à cette occasion le délai éventuellement nécessaire à compter de cette date pour que le navire soit prêt à charger.

La République du Pérou fera insérer dans la charte-partie l'obligation pour le Capitaine d'informer au moins 72 heures à l'avance l'Office Belge de l'Economie et de l'Agriculture (O.B.E.A.) de la date probable de l'arrivée du navire au port d'Anvers.

ARTICLE 3.

La Belgique doit être prête à charger la marchandise à la date des indications prévues à l'article 2. Si la Belgique ne mettait pas la marchandise à la disposition en temps voulu, toutes les conséquences qui en découleraient, notamment les surestaries ou faux frets, seraient à la charge de la Belgique sauf si les dispositions des articles 2, 4 et 5 n'étaient pas respectées.

ARTICLE 4.

La République du Pérou procure à la Belgique à la période prévue à l'article 2 un navire approprié dont les dimensions répondent aux possibilités normales de chargement du port d'embarquement.

Dans le cas où le navire serait dans l'impossibilité de commencer son chargement comme prévu à l'article 2 et si la République du Pérou n'avait pas prévenu par écrit la Belgique de cette impossibilité, la Belgique peut disposer de la marchandise et, en tout état de cause, cette marchandise séjournera aux frais, risques et périls du pays bénéficiaire.

ARTICLE 5.

Lorsque la République du Pérou ne fournit pas un navire approprié ou lorsque la quantité prévue ne peut être totalement mise à bord, par suite de circonstances indépendantes de la volonté de la Belgique, le solde est chargé sur un prochain navire dans les conditions prévues à la présente annexe.

Dans ce cas, jusqu'à la date d'embarquement de ce solde ou jusqu'à la date à laquelle la République du Pérou fera savoir par écrit qu'elle y renonce, la marchandise séjournera aux frais, risques et périls de la République du Pérou.

La République du Pérou doit informer la Belgique de la date à laquelle l'embarquement de ce solde doit commencer ou de sa renonciation à ce solde dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date du début de l'embarquement à laquelle cette marchandise aurait dû être chargée.

En cas de non respect de cette obligation, la Belgique peut considérer avoir rempli à l'égard de la République du Pérou, l'engagement prévu à l'article I de l'accord.

ARTICLE 6.

A la livraison de la marchandise, une tolérance de 5% en moins de la quantité de produit dont la fourniture est prévue à l'article I de l'accord est admise.

ARTICLE 7.

Aussitôt la marchandise à bord du navire, la Belgique adresse à la République du Pérou un avis indiquant la date du chargement, la quantité et la qualité de la marchandise constatées à l'embarquement.

ARTICLE 8.

Les Parties Contractantes désigneront un ou plusieurs mandataires pour l'exécution de l'accord.

2 MAYO 1974

C O N V E N I O

ENTRE EL REINO DE BELGICA Y LA REPUBLICA DEL PERU
SOBRE SUMINISTRO DE TRIGO A TITULO DE AYUDA
ALIMENTARIA

El Gobierno del Reino de Belgica

y

el Gobierno de la República del Perú

han acordado lo siguiente :

ARTICULO I.

Dentro del marco de su programa de ayuda alimentaria en cereales, Bélgica suministra a la República del Perú, a título de donación , 2,500 toneladas de trigo, de las cuales 1,500 toneladas para el año 1971/72, y 1,000 toneladas para el año 1972/73.

ARTICULO II.

La entrega se hará F.O.B. puerto de Amberes, en sacos de 50 kilos netos.

ARTICULO III.

Las obligaciones y responsabilidades de Bélgica y de la República del Perú respecto a la entrega y recepción quedan definidas en el Anexo que forma parte del presente Convenio.

ARTICULO IV.

La República del Perú se compromete a tomar todas las medidas necesarias para el transporte y el seguro del producto, desde el puerto de embarque hasta su lugar de destino.

La República del Perú se compromete a poner el mayor cuidado para que la adjudicación del transporte marítimo no perjudique el libre juego de una competencia equitativa. Los problemas que podrían surgir al respecto, serían objeto de consulta, de acuerdo al Artículo IX.

ARTICULO V.

La República del Perú se compromete a utilizar con fines de consumo el trigo recibido en calidad de ayuda, y a aplicar para la venta de este trigo en el mercado, los precios normalmente utilizados en el mercado para los productos de calidad similar.

El producto de la venta, deducidos los gastos de transporte marítimo, seguro y gastos normales de comercialización, será colocado en una cuenta especial en el Banco Central, y estará destinado a financiar proyectos de desarrollo, designados de común acuerdo, dentro del marco de la cooperación técnica entre los dos Gobiernos.

ARTICULO VI.

Las partes contratantes se comprometen a ejecutar el presente convenio de manera a evitar todo perjuicio a la

estructura normal de la producción nacional y del comercio internacional. Para ello, toman las medidas necesarias para que la cantidad suministrada en calidad de ayuda se agregue, y no se substituya, a las operaciones comerciales razonablemente previstas en ausencia de tal suministro.

ARTICULO VII.

La República del Perú toma todas las medidas útiles para impedir la re-exportación del trigo recibido en calidad de ayuda, y de los productos o sub-productos provenientes de este envío, así como la exportación comercial y no-comercial, en un plazo de seis meses a partir de la entrega, tanto del trigo o de la harina de trigo obtenida localmente, similares al producto, así como de los sub-productos.

ARTICULO VIII.

La República del Perú se compromete a informar a Bélgica las condiciones de ejecución del presente convenio. Con este fin, comunicará los siguientes datos :

1. Transporte : a más tardar 30 días después del desembarco del envío, el puerto y fecha de llegada del barco; cantidad y calidad del trigo descargado; fecha en que terminó el desembarco.
2. Cada tres meses, hasta la completa utilización de las cantidades recibidas en calidad de ayuda : cantidades vendidas, modo de comercialización, precios de venta,

gastos normales de comercialización en el mercado local.

3. El 15 de enero y hasta la liquidación total de la cuenta especial :

- estado de esta cuenta (ingresos y egresos) al 31 de diciembre del año anterior;
- nivel de realización del, o de los proyectos, indicando el financiamiento total alcanzado a la fecha.

ARTICULO IX.

A pedido de una de ellas, las partes contratantes se consultan sobre todos los asuntos relativos a la aplicación del presente convenio.

ARTICULO X.

El presente convenio está redactado en doble ejemplar, en idioma francés, y ámbos tienen igual valor.

Firmado en Bruselas el 6 de marzo de 1974.

POR EL REINO DE BELGICA

(firma)

POR LA REPUBLICA DEL PERU

(firma)

ANEXO AL CONVENIO CELEBRADO EL 6 DE MARZO 1974
ENTRE BELGICA Y LA REPUBLICA DEL PERU, SOBRE
SUMINISTRO DE AYUDA ALIMENTARIA

Para la buena ejecución del convenio, las partes contratantes convienen en lo siguiente :

ARTICULO 1.

La entrega se considera efectuada, y los riesgos pasan a la República del Perú, en el momento en que la mercadería ha sido depositada en la bodega del barco, en el puerto de embarque; todos los gastos ocasionados por la entrega, incluyendo los gastos de estiba, nivelación y embalaje, son por cuenta de la República del Perú.

ARTICULO 2.

La República del Perú debe proporcionar y designar a la Oficina Belga de Economía y Agricultura (O.B.E.A.), 82, rue de Trêves, Bruselas, en tiempo oportuno, el barco que deberá transportar la mercadería, con un mínimo de 10 días útiles antes de la fecha supuesta de la llegada del barco al puerto de Amberes y, dentro de lo posible, 20 días útiles antes de dicha fecha; le indicará el plazo a partir del cual el barco estará en condiciones de cargar.

La República del Perú insertará en el convenio de flete la obligación que asume el capitán de informar, por lo menos 72 horas antes, a la Oficina Belga de Economía y Agricultura

(O.B.E.A.) la probable fecha de llegada del barco al puerto de Amberes.

ARTICULO 3.

Bélgica debe estar lista a embarcar la mercadería en la fecha prevista de acuerdo al artículo 2. Si Bélgica no pusiera la mercadería a disposición en fecha oportuna, todas las consecuencias - en especial los falsos fletes y gastos de sobre-estadía - serían por cuenta de Bélgica, salvo el caso en que no se hayan observado las disposiciones de los artículos 2, 4 y 5.

ARTICULO 4.

La República del Perú proporciona a Bélgica, en la fecha prevista en el artículo 2, un barco apropiado cuyas dimensiones respondan a las posibilidades normales de carga en el puerto de embarque.

En caso que el barco se viera imposibilitado de empezar a cargar en la forma prevista en el artículo 2, y si la República del Perú no hubiera prevenido por escrito a Bélgica con respecto a esta imposibilidad, Bélgica podrá disponer de la mercadería; en todo caso, esta mercadería permanecerá por cuenta y riesgo del país beneficiario.

ARTICULO 5.

Cuando la República del Perú no proporciona un barco apropiado, o cuando la cantidad prevista no puede ser íntegramente cargada, debido a circunstancias independientes de la

voluntad de Bélgica, el saldo es cargado en un barco posterior, en las condiciones previstas en el Presente Anexo.

En este caso, hasta la fecha de embarque de este saldo, o hasta la fecha en que la República del Perú comuniqué por escrito que renuncia a dicho saldo, la mercadería permanecerá por cuenta y riesgos de la República del Perú.

La República del Perú debe informar a Bélgica la fecha en la cual debe empezar el embarque de dicho saldo, o su renuncia a este saldo en un plazo máximo de 30 días, a partir de la fecha en que empezó el embarque y en la que esta mercadería ha debido embarcarse.

En caso de no observarse esta obligación, Bélgica puede considerar que ha cumplido, con la República del Perú, su compromiso previsto en el Artículo I del Convenio.

ARTICULO 6.

A la entrega de la mercadería, se admite una tolerancia de 5 % menos de la cantidad cuyo suministro está previsto en el Artículo I del Convenio.

ARTICULO 7.

Una vez la mercadería a bordo del barco, Bélgica avisa a la República del Perú la fecha del embarque, la cantidad y la calidad del producto, constatadas en los documentos de embarque.

ARTICULO 8.

Las partes contratantes designarán uno o más mandatarios para la ejecución del Convenio.
